

Mobutu prend le pari

L'an 1993 vient d'emporter les ultimes illusions du peuple zaïrois trahi, (comme d'autres auparavant) par une brochette d'hommes politiques sortie d'un conclave qui promettait le paradis à fruit du "labo secret de Birindwa". Une réforme que le chef de l'Etat accuse de grave dérapage et que Tshisekedi n'hésite pas à qualifier de vaste escroquerie. Une réforme qui vient d'inaugurer un cortège de misères et d'humiliations dont le peuple ne saura se débarrasser de sitôt.

Qui aurait pensé qu'à la quatrième année de la transition on en serait à confier la destinée du pays aux apprentis gestionnaires au lieu d'entrer à grands pas dans la 3ème République démocratique avec des gestionnaires aguerris et nationalistes ? La médiocrité, l'égoïsme et la cupidité de la classe politique zaïroise, la poigne dictatoriale du maréchal et la mauvaise analyse de l'Occident sur les chances du Zaïre d'entrer dans l'ère de la démocratie expliquent en gros la durée désespérément longue de la période transitoire que vit le pays. Pourtant, le peuple zaïrois avait le regard tourné vers cette communauté internationale, qu'il appelle affectueusement "La Troïka" (France, Belgique et USA) pour vaincre la dictature.

Seulement voilà. Si les Occidentaux règlent en Europe de l'Est à grands frais le contentieux de la guerre froide, les "reliques africains" ont fait l'objet d'un traitement laxiste. Et aujourd'hui, ces "reliques africains" de la guerre froide posent problèmes.

A qui la faute si tout le monde a oublié ? Que face aux nationalistes - pères des indépendances africaines - l'Occident leur avait préféré - pour protéger ses intérêts géostratégiques - des militaires peu conformistes en matière des droits fondamentaux des peuples. Et de préférence peu initiés à la gestion des affaires de l'Etat ?

Dans leur empressement à vider le contentieux de la guerre froide, l'Occident a battu campagne pour une démocratie qu'il espérait concrétiser avec des nouveaux alliés de la jeune génération africaine. Mais les Occidentaux n'ont pas, à mon avis, intégré dans leurs analyses et stratégies les considérations importantes suivantes :

1. Ils ont minimisé la grande capacité des dictateurs africains à assimiler le machiavélisme plus que leurs maîtres.
2. Ils ont sous-estimé l'aptitude des dictateurs africains à tourner en dérision les règles et principes démocratiques de l'exercice moderne du pouvoir. Lesquels règles et principes ont pour noms : multipartisme, élections libres, démocratiques et sous le contrôle international (lire l'article : L'Afrique

et le trompe-l'oeil des élections en page 10).

3. Ils n'ont pas tenu compte du fait que si le respect des règles, conventions et principes est l'éthique de base pour tout homme d'Etat, en Afrique l'arbitraire et la force du chef sont souvent les attributs du pouvoir.

4. Pendant la guerre froide le plein mandat régional confié à certains chefs d'Etat du continent par les Occidentaux a fait perdre à ces derniers la maîtrise des informations sur le potentiel militaire détenus par leurs mandataires et sur la véritable puissance de feu de leurs armées. Ce qui rend suicidaire toute intervention militaire en Afrique.

Voilà pourquoi l'Occident ne s'engage pas à fond aux côtés des oppositions africaines. L'Occident est tombé dans son propre piège. L'Occident s'est alors réfugié dans une entreprise moins onéreuse, plus confortable, plus commode : les missions humanitaires que les ONGD (lire notre interview avec M. Lumbi en page 15) vont relayer jusqu'à la base. En termes plus clairs, les organisations humanitaires permettent aux Occidentaux de se ranger du côté des victimes sans prendre parti, comme ne cesse de l'exiger l'opposition zaïroise. Le temps de Melissa* est donc évolué.

L'Occident semble comprendre que les Africains, les Zaïrois particulièrement, à leur niveau actuel de clochardisation et de la religiosité qu'ils ont du pouvoir, ont besoin plus que tout de la compassion. Surtout s'ils continuent à considérer que la mort est la seule à pouvoir régler la durée de mandat d'un chef africain. L'exemple de Houphouët est encore frais en nos mémoires. Quant à l'économie, les finances publiques, la démocratie ... bref, tout cela n'est que violons d'Ingres.

Voilà comment je m'explique l'hésitation et l'interrogation de l'Occident.

Comment dès lors ne pas comprendre que Mobutu soit pressé d'en finir rapidement avec les élections ? Il a pris le pari et attend le gagnant. Tant pis pour ceux qui ne comprendront pas.

Pour ma part, j'ai compris que le redressement économique financier ne pourra pas se réaliser dans un environnement électoral qui sera caractérisé par une propension à la dépense pour le malheur du trésor public.

La morosité, les frustrations et la misère feront donc partie de notre quotidien en 1994.

Mais parce qu'il faut conjurer le mauvais sort je dis avec tout le monde : **BONNE ANNEE 1994**

Mutiri-wa-Bashara

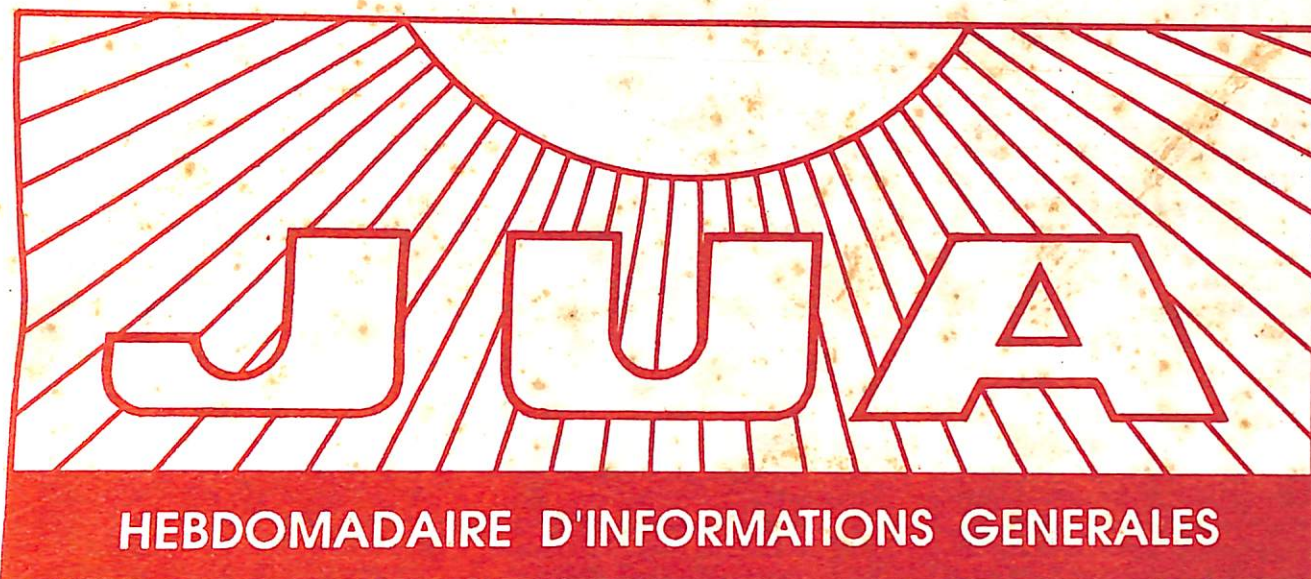
* Melissa Wells, ancien ambassadeur des Etats-Unis à Kinshasa, farouchement tshisekédiste.

2ème ANNEE N° 451

PRESIDENT
DU COMITE EDITORIAL
MUTIRI-WA-BASHARA

DIRECTEUR DE PUBLICATION
KANGA SANA

P N° 041DI/43/81



HEBDOMADAIRE D'INFORMATIONS GENERALES

EDITION SPECIALE
FIN D'ANNEE 1993

PRIX UNIQUE :
50 NZ

B.P. 1613 BUKAVU

Si le blocage persiste jusqu'au 12 janvier '94

Mobutu opérera son énième coup d'Etat

L'année '94 proclamée période électorale

SOMMAIRE

• Démantant ses contacts secrets avec le Chef de l'Etat
Pierre Lumbi : je connais les geôliers de Mobutu, pas ses émissaires

P. 15

Burundi
La confusion règne toujours à Bujumbura

P. 4

• Feuilleton criminel
Après 19 jours de disparition, le corps de Mme Shaburwa retrouvé

P. 5

Dr Kakisingi interpellé pour vente des seringues de réemploi

• Manoeuvres pré-électorales

P. 2

Anzuluni joue sa dernière carte

Dans notre prochaine édition : - Le ministre des TP&AT, M. Kiro Kimate traduit en justice
- Mort du vice-ministre de l'ESURS, M. Kaseso